

1990/59. Assistance au peuple palestinien

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 44/235 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989,

Rappelant également sa propre résolution 1989/96 du 26 juillet 1989,

Tenant compte de l'Intifada menée par le peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé contre l'occupation israélienne, y compris la politique et les pratiques économiques et sociales dont celle-ci s'accompagne,

Rejetant les restrictions imposées par Israël aux apports extérieurs d'assistance économique et sociale au peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé,

Conscient de la nécessité croissante de fournir une assistance économique et sociale au peuple palestinien,

Affirmant que le peuple palestinien ne peut développer son économie nationale tant que dure l'occupation israélienne,

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général relative à l'assistance au peuple palestinien⁹;

2. *Sait gré* aux Etats, aux organismes des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de l'assistance qu'ils ont apportée au peuple palestinien;

3. *Prie* le Programme alimentaire mondial de fournir une aide alimentaire au peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé;

4. *Prie* la communauté internationale, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de maintenir en l'augmentant leur assistance au peuple palestinien, en coopération étroite avec l'Organisation de libération de la Palestine;

5. *Demande* que les exportations et les importations palestiniennes passant par les ports et points de sortie et d'entrée situés dans les pays voisins soient considérées comme des marchandises en transit;

6. *Demande également* que les exportations palestiniennes bénéficient de concessions commerciales et de mesures préférentielles concrètes sur la base de certificats d'origine palestiniens;

7. *Demande en outre* la levée immédiate des restrictions et obstacles opposés par Israël à la réalisation de projets d'assistance par le Programme des Nations Unies pour le développement, par d'autres organismes des Nations Unies et par les autres institutions qui fournissent une assistance économique et sociale au peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé;

8. *Réitère* son appel en faveur de la mise en œuvre de projets de développement dans le territoire palestinien

occupé, et notamment des projets mentionnés dans la résolution 39/223 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1984;

9. *Demande* que soit facilitée la création de banques de développement palestiniennes dans le territoire palestinien occupé, en vue d'y promouvoir l'expansion des investissements, de la production, de l'emploi et des revenus;

10. *Prie* le Secrétaire général de rendre pleinement compte à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

36^e séance plénière
26 juillet 1990

1990/60. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹⁰ et le rapport du Président du Conseil économique et social¹¹ concernant la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

Ayant entendu les déclarations faites par le représentant du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et par le Vice-Président du Comité spécial contre l'apartheid,

Rappelant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions adoptées à ce sujet par les organes des Nations Unies, notamment la résolution 44/85 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1989, et la résolution 1989/95 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1989,

Réaffirmant qu'il incombe aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre, dans leurs domaines de compétence respectifs, toutes mesures efficaces en vue d'aider à l'application intégrale et rapide de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes des organes des Nations Unies,

Notant avec satisfaction l'accession de la Namibie à l'indépendance à la suite d'élections libres et loyales or-

⁹ E/1990/71/Rev.1.

¹⁰ A/45/309.

¹¹ E/1990/72.

ganisées sous la surveillance et le contrôle des Nations Unies et l'admission ultérieure de la Namibie libre en qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, le 23 avril 1990,

Rappelant également la résolution S-16/1 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1989, contenant la Déclaration sur l'*apartheid* et ses conséquences destructrices en Afrique australe,

Notant avec une profonde préoccupation que la déstabilisation par l'Afrique du Sud des Etats de première ligne et des Etats voisins, que ce soit par une agression directe, le soutien apporté à des intermédiaires, la subversion économique ou par d'autres moyens, est inacceptable sous toutes ses formes et ne doit pas se produire,

Considérant que la paix et la stabilité en Afrique australe ne pourront être instaurées durablement que lorsque le système d'*apartheid* en Afrique du Sud aura été éliminé et l'Afrique du Sud transformée en un pays uni, démocratique et non racial, et réaffirmant en conséquence que toutes les mesures nécessaires doivent être adoptées dès maintenant pour mettre fin rapidement au système d'*apartheid* dans l'intérêt de tous les peuples d'Afrique australe, du continent africain et du monde entier,

Profondément préoccupé de constater que les objectifs de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux n'ont pas été entièrement atteints,

Tenant compte de l'extrême fragilité des économies des petits territoires insulaires et de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les ouragans et les cyclones, et rappelant les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Profondément conscient que le peuple namibien continuera d'avoir un pressant besoin d'assistance concrète de la part des institutions spécialisées et des organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

Constatant avec satisfaction que les réfugiés d'Afrique australe ont continué de bénéficier d'une aide par le truchement du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

1. *Prend acte* du rapport du Président du Conseil économique et social et fait siennes les observations et suggestions qu'il contient;

2. *Prend également acte* du rapport du Secrétaire général;

3. *Réaffirme* que la reconnaissance par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes des Nations Unies de la légitimité des aspirations des peuples coloniaux qui entendent exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance a pour corollaire l'octroi, par les organismes des Nations Unies, de tout l'appui moral et matériel nécessaire à ces peuples;

4. *Exprime sa satisfaction* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué à coopérer, sous des formes et à des degrés di-

vers, avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales concernées à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes des organes des Nations Unies, et prie instamment toutes les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de contribuer à assurer l'application intégrale et rapide des dispositions pertinentes de ces résolutions;

5. *Recommande* que tous les Etats intensifient leurs efforts au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration et des autres résolutions connexes des organes des Nations Unies;

6. *Prie* les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies de s'employer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à renforcer le soutien déjà apporté aux derniers territoires sous tutelle et non autonomes et à élaborer à leur intention des programmes supplémentaires d'assistance;

7. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales et régionales, de prendre, dans leurs domaines de compétence, des mesures appropriées pour accélérer les progrès dans les secteurs économique et social de ces territoires;

8. *Se félicite* que le Programme des Nations Unies pour le développement, poursuivant une démarche dont il a pris l'initiative, continue de s'employer à maintenir des contacts étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et à coordonner les actions menées par les différentes organisations pour apporter une assistance efficace aux peuples des territoires coloniaux, et demande aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de contribuer d'urgence et généreusement à la fourniture de secours aux territoires non autonomes victimes de catastrophes naturelles, de même qu'aux efforts de relèvement et de reconstruction qui y sont faits;

9. *Prie instamment* les puissances administrantes intéressées de faciliter la participation de représentants des gouvernements des territoires sous tutelle et non autonomes aux réunions et conférences des institutions et organismes portant sur des questions qui les concernent afin que les territoires puissent bénéficier au maximum des activités pertinentes des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies;

10. *Prie instamment* les organes directeurs des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour de leurs sessions ordinaires une question distincte relative aux progrès que ces institutions ou organismes ont réalisés dans l'application de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes des organes des Nations Unies;

11. *Prie instamment* les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des

Nations Unies d'élaborer, avec la coopération active des organisations régionales concernées, des propositions concrètes en vue d'appliquer pleinement les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de soumettre ces propositions à leurs organes directeurs ou délibérants, à titre de questions prioritaires;

12. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'adhérer au programme d'action contenu dans la Déclaration sur l'*apartheid* et ses conséquences destructrices en Afrique australe, en ce qui concerne en particulier l'intensification du soutien à tous les adversaires de l'*apartheid*, le recours à des mesures concrètes et efficaces en vue de faire pression pour assurer l'abolition rapide de l'*apartheid* et l'opposition au relâchement des mesures déjà prises pour amener le Gouvernement sud-africain à éliminer l'*apartheid* tant que n'existeront pas des preuves manifestes de changements profonds et irréversibles;

13. *Souligne*, dans le contexte de la Déclaration sur l'*apartheid* et ses conséquences destructrices en Afrique australe, qu'il est nécessaire que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies apportent toute l'aide possible aux Etats de première ligne et aux Etats voisins pour leur permettre de redresser leur économie qui a subi les effets néfastes des actes d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud, de résister à de nouveaux actes de ce genre et de continuer d'appuyer le peuple sud-africain;

14. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution et sur les débats consacrés à la question à la seconde session ordinaire de 1990 du Conseil économique et social;

15. *Prie* le Président du Conseil économique et social de rester en relation étroite à propos de ces questions avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

16. *Prie également* le Président du Conseil économique et social de rester en relation étroite avec le Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, cet organe étant au centre de la campagne menée à l'échelle internationale contre l'*apartheid*, et de faire rapport au Conseil comme il conviendra à ce sujet;

17. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution, en accordant une attention particulière aux mesures de coordination et d'intégration prises pour donner le maximum d'efficacité aux activités d'assistance entreprises par les divers organismes des Nations Unies et de présenter un rapport à ce sujet au Conseil lors de sa seconde session ordinaire de 1991;

18. *Décide* de maintenir ces questions à l'examen.

36^e séance plénière
26 juillet 1990

1990/61. Lutte contre l'infestation par la lucilie bouchère

Le Conseil économique et social,

Notant avec inquiétude que la lucilie bouchère a été introduite en Afrique du Nord et y est maintenant solidement implantée, constituant ainsi une menace potentielle pour les hommes, le bétail et la faune en Afrique, dans les régions d'Europe voisines de la Méditerranée et au Proche-Orient,

Conscient des effets potentiellement dévastateurs de l'infestation par la lucilie bouchère pour les hommes, le bétail et la faune, ainsi que des graves conséquences socio-économiques qui peuvent en résulter,

Constatant que les régions touchées ne disposent pas actuellement des ressources et des techniques nécessaires à l'éradication de cette infestation, qui exigera des efforts concertés aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial,

1. *Rend hommage* à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, au Programme des Nations Unies pour le développement et à l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'appui et l'assistance technique qu'ils ont fournis et les efforts qu'ils ont déployés sur le plan de la surveillance, de la lutte et de la prévention, contribuant ainsi à endiguer la présente infestation et à l'empêcher de gagner les régions voisines;

2. *Se félicite* de la création par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture du centre d'intervention d'urgence pour l'Afrique du Nord, qui sera chargé de coordonner une campagne d'éradication, associant donateurs, pays touchés, organisations régionales et autres organisations internationales;

3. *Demande instamment* à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de renforcer ses mécanismes de coordination et son appui aux pays sur le plan de l'aide technique et des opérations sur le terrain pour une telle campagne, qui aurait pour but d'éliminer la lucilie bouchère en Afrique du Nord, dans les régions de l'Europe voisines de la Méditerranée et au Proche-Orient, grâce à l'emploi de la technique de stérilisation des insectes, seule méthode éprouvée dont on dispose pour atteindre le but visé;

4. *Encourage* les organismes de financement tels que le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds international de développement agricole, ainsi que l'ensemble des pays donateurs, à soutenir le programme d'éradication;

5. *Invite* le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à présenter au Conseil économique et social, lors de sa seconde session ordinaire de 1991, un rapport actualisé sur l'infestation par la lucilie bouchère et les actions entreprises pour l'éradiquer.

36^e séance plénière
26 juillet 1990